L-Luxembourg: Comparaisons internationales des prix en vue d'établir des coefficients correcteurs extra-UE applicables au personnel de l'UE travaillant dans des délégations en dehors de l'UE

2005/S 136-134321

Avis d'attribution de marché**Services****Le marché est-il couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP)? Oui.****Section I: Pouvoir adjudicateur****I.1) Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur:**

Commission des Communautés européennes, Eurostat, Att: Jean-Claude Roman, chef de l'unité C5, bâtiment Jean Monnet, L-2920 Luxembourg. Tél. (352) 43 01-33548. Fax (352) 43 01-33989. E-mail:

Jeanclaude.Roman@cec.eu.int.

I.2) Type de pouvoir adjudicateur:

Institution européenne.

Section II: Objet du marché**II.1) Type de marché:**

Services.

Catégorie de services: 7, 10.

II.2) S'agit-il d'un accord-cadre?

Non.

II.3) Nomenclature**II.3.1) Vocabulaire commun marchés publics (classification CPV):**

74133000, 72321000.

II.3.2) Autre nomenclature pertinente (CPA/NACE/CPC):

864 — 84.

II.4) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur:

Comparaisons internationales des prix en vue d'établir des coefficients correcteurs extra-UE applicables au personnel de l'UE travaillant dans des délégations en dehors de l'UE.

II.5) Description succincte:

Conformément au Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, Eurostat est juridiquement tenu de produire, chaque mois, des coefficients correcteurs pour tous les lieux d'affectation potentiels des fonctionnaires des Communautés européennes.

Les coefficients correcteurs sont des facteurs d'ajustement appliqués au taux de change officiel. Ils fonctionnent comme des pourcentages d'ajustement appliqués aux salaires afin de prendre en compte les différences de prix entre Bruxelles et un lieu d'affectation spécifique.

L'objectif est de veiller à ce qu'aucun fonctionnaire, indépendamment du lieu où il travaille, ne dispose d'un pouvoir d'achat inférieur par rapport à celui de la ville de référence, Bruxelles, dont le coefficient correcteur est fixé à 100. Un lieu d'affectation moins cher que Bruxelles possède un coefficient de correction inférieur à 100, tandis qu'un coefficient supérieur à 100 indique un lieu d'affectation plus cher que Bruxelles.

générales

II.6) Valeur totale estimée (hors TVA):

2 191 777.

Section IV: Procédure**IV.1) Type de procédure:**

Ouvverte.

IV.1.1) Justification du recours à la procédure négociée sans publication préalable d'un avis de marché**IV.2) Critères d'attribution:**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères suivants:

qualité technique de l'offre:

1. compréhension;
2. approche technique et méthodologie;
3. plan de travail, calendrier;
4. modalités de gestion;
5. dispositions prises en vue de garantir la qualité; et prix.

Section V: Attribution du marché**V.1) Attribution et valeur du marché****V.1.1) Nom et adresse du fournisseur, de l'entrepreneur ou du prestataire de services auquel le marché a été attribué:**

Marché n° 55301.2005.003-2005146:

Danmarks Statistik, à l'attention de M. Bent Thage, directeur, Sejrogade 11, Postboks 2550, DK-2100 Copenhagen Ø.

V.1.2) Informations sur le montant du marché ou sur l'offre la plus élevée et l'offre la plus basse prises en considération (montants hors TVA):

Offre la plus basse: 2 191 777 EUR/offre la plus élevée: 2 600 000 EUR.

V.2) Sous-traitance**V.2.1) Le marché est-il susceptible d'être sous-traité?**

Oui.

Valeur (hors TVA): part: 23 %.

Section VI: Renseignements complémentaires**VI.1) S'agit-il d'un avis non obligatoire?**

Non.

VI.2) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur**VI.3) Date de l'attribution du marché:**

14.3.2005.

VI.4) Nombre d'offres reçues:

4.

VI.5) Ce marché a-t-il fait l'objet d'un avis publié au Journal Officiel?Oui. Numéro d'avis au sommaire du JO: [2005/S 2-00961](#) du 4.1.2005.**VI.6) Ce marché s'inscrit-il dans un projet/programme financé par les fonds communautaires?**

Oui.

Services relatifs au programme-cadre pour des actions prioritaires dans le domaine de l'information statistique 1998-2002. Décision 1999/126/CE du Conseil du 22.12.1998 (JO n° L 42, 16.2.1999).

générales

générales

VI.7) **Renseignements complémentaires**

VI.8) **Date d'envoi du présent avis:**

6.7.2005.